

La France en état d'urgence républicaine.

Par Guillaume Lacroix, Président du PRG le centre gauche

Nous traversons une époque atypique autant que dangereuse.

Nous sommes nombreux à la dire depuis des mois : l'effondrement des partis politiques, l'affaiblissement des corps intermédiaires au premier rang desquels les syndicats, l'affaïssement du pouvoir politique et de sa crédibilité face à des GAFAM devenus plus puissants que des États sont autant de renoncements au collectif.

La vision ultra libérale de la macronie est de ce point de vue, un accélérateur de particularismes : le premier de cordée, celui qui n'est rien ou celui qui traverse la rue... en fait de citoyens, des individus renvoyés à leur sort. Ma retraite, mon statut, mon hôpital... notre République ?

L'abandon du collectif c'est la tactique du réformateur... désintermédiaire pour mieux régner ?

L'abandon du collectif c'est pousser l'individu à rechercher le réconfort de ses semblables ailleurs que dans les combats communs.... C'est le pousser vers l'identité, l'identitaire et malheureusement toutes les formes de radicalisation qui en découlent.

L'abandon du collectif c'est vider la République de son sang... une saignée entraînant de fortes convulsions avant la mort.

Le Front National se posant en médecin tel Diafoirus, par ses purges préconisées comme panacée, ne fait qu'aggraver le sort d'une République qu'il a toujours détestée.

Fondé contre la gueuse, défilant sous les croix si catholiques de Jeanne d'Arc, le Front National n'a jamais rien été d'autre que l'agrégat des nostalgies d'une France monarchiste, des déçus de 45, de la décolonisation, des messes en latin et de tous ceux simplement déçus de leur propre vie qui sont enrôlés par la promesse d'un lendemain blanc qui leur appartiendrait.

C'est aujourd'hui le premier parti de France.

Ce simple constat devrait suffire à décréter l'état d'urgence républicaine. Malheureusement il n'en est rien. A chaque convulsion, Diafoirus se frotte les mains et resserre la tenaille de la saignée prochaine.

De convulsions, il en est de nombreuses.

Je ne reviendrai pas ici sur l'alliance des camelots d'une gauche perdue qui se fait croire à sa fraternité en défilant avec les premiers adversaires des musulmans que sont les islamistes. A la grande braderie de la République, la trahison est en solde.

En fait de convulsions, le racisme, les discriminations, l'antisémitisme sont devenus décomplexés. Comme une peste ils se répandent, se cherchent des blessures sur lesquelles prospérer : le terrorisme, le conflit israélo-palestinien, l'économie souterraine... tout vient justifier la haine des différences et l'avènement des identitaires de tous poils.

En fait de convulsion, de Béziers à Chanteloup-les-Vignes, en passant par Nantes, on brûle écoles et équipements publics. On brûle le trop peu d'Etat. On brûle chez soi pour dire qu'on y est mal et peut-être qu'on y est chez soi avant tout. On brûle en oubliant que c'est d'abord un acte de délinquance majeure... le premier ministre sermonnant quelques imbéciles en est devenu le complice.

En fait de convulsion, de Bordeaux à Lille, quand la délinquance est lettrée et diplômée, elle déchire des livres et empêche par menace de violence la tenue de conférences dans le temple de la connaissance universelle qu'est l'université.

En fait de convulsion, il n'est plus possible au pays des libertés de dire qu'un signe religieux n'a pas sa place partout et qu'il ne l'aura jamais nulle part s'il asservit et ne laisse aucune liberté effective de le rejeter.

En fait de convulsion, il est possible au pays de la raison de jeter à la vindicte les Laurent Bouvet, les Gilles Clavreul, les Amine El Khatmi au nom de leur amour de la République. Possible d'appeler publiquement et impunément à punir Zineb El Rhazoui parce qu'elle est une femme militante sincère, émancipée et tonitruante, pour certains dérangeante.

En fait de convulsion, au pays des lumières un type, dont on ne sait plus trop ce qu'il est, peut impunément passer des plateaux de télévision aux tréteaux de l'extrême droite pour déverser ses poncifs de haine, ériger ses angoisses et frustrations personnelles en théorie politique de l'exclusion et du repli. En miroir, un autre, peut tout aussi impunément s'emparer librement de la rue devant une télévision et vomir sa haine des autres, des partis et de la République devant des centaines d'affidés.

En fait de convulsion, au pays de la fraternité, une politique de l'asile et de l'immigration fondée sur la peur et les préjugés. La négation d'une histoire nationale autant que des périls qui se multiplient et tuent les Hommes partout. Personne ne peut se sentir durablement épargné. En réaction, les grandes kermesses patronales en faveur de tel ou tel migrant viennent rassurer les bonnes âmes... Tant pis pour les milliers loin du regard des bonnes fées.

Ne nous y trompons pas, ces convulsions sont les conséquences d'une saignée quasi létale portée à notre République depuis des années : abandon progressif des services publics et de fonctionnaires, éloignement et affaiblissement du service essentiel de la santé, renoncement sur l'école, oubli des territoires au profit de quelques métropoles, rejet progressif de la solidarité pour tous au nom des quelques abus du voisin, mise en concurrence des salariés pour la protection sociale et la retraite... la purge du contrat social sous les néons froids du bloc opératoire de l'Europe du tout budgétaire, de la mondialisation déshumanisée.

Elles sont aussi les conséquences d'une démocratie de l'épidermie devenue chronique à force de démocratie directe et de projets politiques segmentés pour être entendus dans les folies du monde et rassembler le plus grand nombre.

De ce point de vue la cause environnementale en est la parfaite expression. L'internationale verte est née pour sauver la planète mais se garde bien de dire pour en faire quoi. Chacun devient porteur d'une part de la cause, autorisé, en sauveur potentiel, à toutes les actions concertées ou non. Du moment que la cause est juste.

Du moment que la cause est juste... tout est permis ! La quintessence de l'abandon du dessein politique d'ensemble, de la relégation de chacun au statut d'individu plutôt que de citoyen.

La République doit être ôtée des mains de tous les apprentis sorciers qui se penchent dangereusement sur son lit de douleur. Il y a urgence.

Il nous faut relever la République et pour cela la rétablir.

La rétablir par l'ordre républicain. Un ordre juste. Un ordre qui replace le projet républicain au centre du jeu. Qui le rend tangible, utile et protecteur à tous les Français, où qu'ils vivent, d'où qu'ils viennent. Un projet qui ne peut qu'être en symbiose avec l'urgence environnementale.

Un plan Marshall du service public, un pacte social français qui s'impose au pacte de stabilité européen.

Un projet républicain d'émancipation, de libertés pour l'individu. Un projet de solidarité et de redistribution pour le citoyen. Un projet d'équité, de justice sociale et fiscale, d'économie au service de l'Homme, de travail reconnu et respectueux des travailleurs, un projet de société fondé sur la laïcité, les libertés publiques et l'éco-responsabilité autant que l'ordre républicain pour le collectif.

La République est une intransigeance. Un parfait équilibre entre droits et devoirs. Ses défenseurs ne peuvent faiblir ou trembler.

Ils sont voués à crisper dans une société mondialisée qui fait de «tolérance» et «bienveillance» la devise d'un collectif qui ne rêve que de libertés individuelles. Peu importe.

Face aux vents mauvais, les républicains sociaux doivent se lever et se tenir la main. Ensemble ils pourront avancer et former, de leur chaîne humaniste, un cercle protecteur et juste à la dimension de la France, de son histoire et de son avenir.

Je sais qu'au Parti Radical de Gauche, nous sommes prêts.